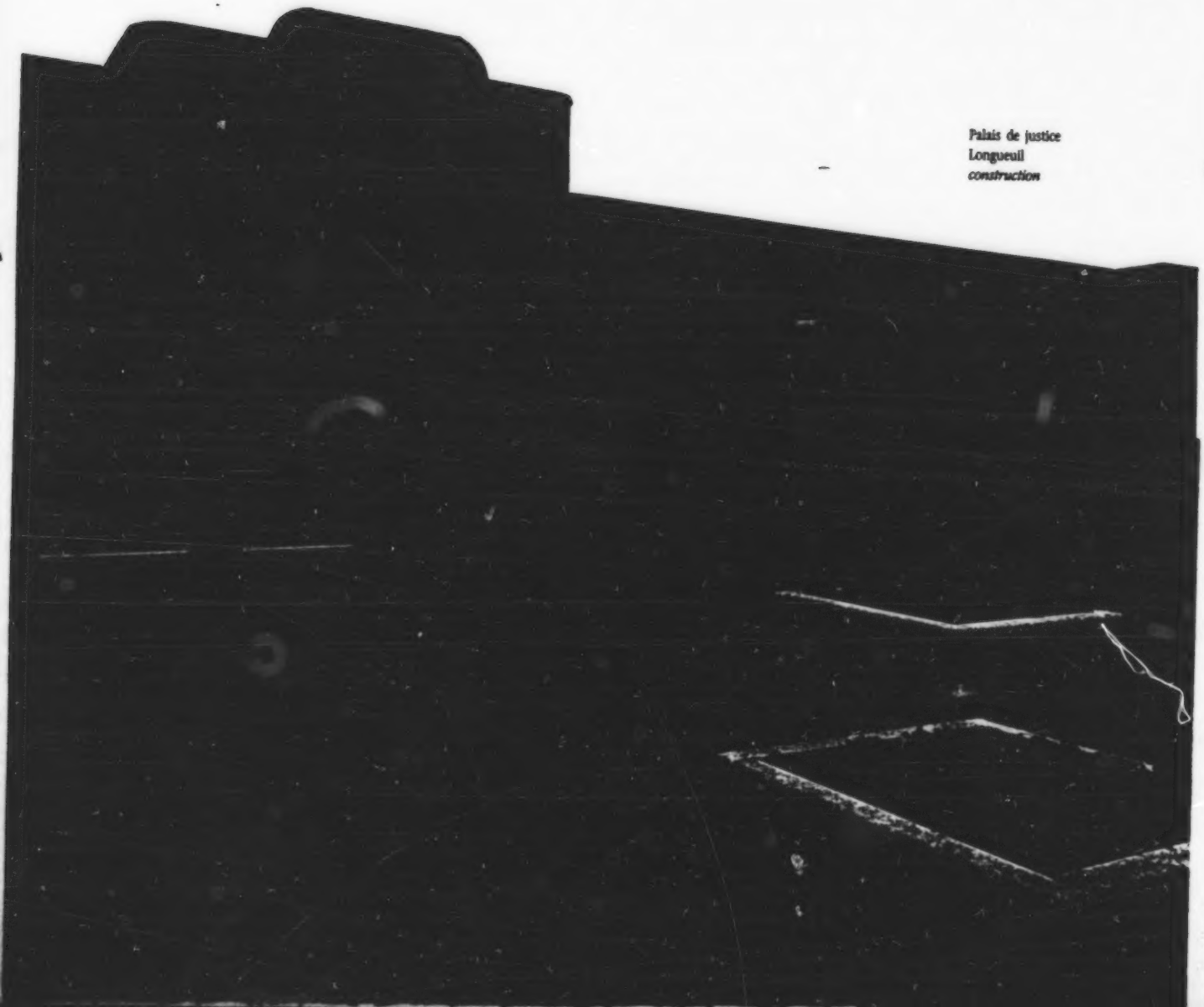
RAPPORT ANNUEL 1987-1988

Créée par la *Loi sur la Société immobilière du Québec*, (L.R.Q., chap. S-17.1), sanctionnée le 21 décembre 1983, la Société immobilière du Québec a pour mandat d'installer les ministères et organismes publics, de façon efficace et rentable, dans des locaux conformes à leurs besoins.

À cette fin, elle fournit à sa clientèle des services de construction, d'aménagement, d'exploitation et de gestion immobilière.

Sur demande, la SIQ peut aussi administrer les biens immobiliers dont ses clients sont propriétaires et faire bénéficier tout autre organisme public des mêmes avantages et services.



Palais de justice
Longueuil
construction

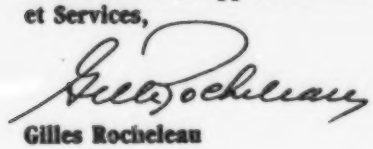
Monsieur Pierre Lorrain
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Société immobilière du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 1988.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre des Approvisionnements et Services,



Gilles Rocheleau

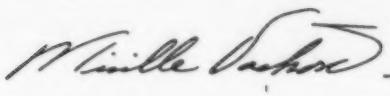
Monsieur Gilles Rocheleau
Ministre responsable de la
Société immobilière du Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Société immobilière du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 1988.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le président-directeur général,



Miville Vachon

TABLE DES MATIÈRES

Message du Président	4
Service à la clientèle	7
Principaux projets de construction	8
Résultats financiers	10
Ressources humaines	10
Rapport sur l'application de la *Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics*	10
Parc d'édifices de la Société	12
Membres du Conseil d'administration au 31 mars 1988	15
Membres du Comité de direction	15
Structure organisationnelle de la SIQ	16
Rapport du vérificateur	19
États financiers	20
Bureaux de la Société au Québec	30

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Après trois ans de réalisations en tant que société d'État, la SIQ a commencé l'année 1987-1988 par une revue en profondeur de son fonctionnement. Bien qu'ayant progressé sur plusieurs aspects, il importait d'orienter la Société vers des objectifs d'efficacité, d'économie, de faire faire et de compétitivité.

Pour réaliser avec succès cet important exercice, la Société a fait appel à un cabinet de conseillers en management, le Groupe conseil Coopers & Lybrand. Leur étude a été acceptée dans son ensemble par la Société et par le ministre des Approvisionnements et Services. Elle a permis à la Société de se définir de nouvelles orientations stratégiques et de mettre en œuvre les moyens de concrétiser ces orientations sur une période de trois à cinq ans. Elle a aussi permis de préciser les rôles respectifs de la SIQ, du ministère des Approvisionnements et Services et des ministères et organismes clients.

Les principales orientations stratégiques retenues sont les suivantes:

– La mission fondamentale de la Société comprend cinq fonctions de base. Dans l'ensemble, la SIQ doit répondre efficacement et économiquement aux demandes de services des ministères et organismes clients, et elle n'a pas à juger du bien-fondé des besoins de ses clients.

– Le ministère des Approvisionnements et Services a pour rôle d'approuver et d'officialiser les besoins en espaces des ministères et organismes désignés et de déterminer les règles de gestion de ces espaces (politiques, normes, plan directeur).

– La Société doit largement s'inspirer des méthodes de gestion, d'opération et de tarification en vigueur dans le secteur privé de la gestion immobilière et offrir à ses clients une qualité de service au moins égale à ce qui est disponible sur le marché.

– La SIQ doit opérer selon une politique de faire faire pour les travaux d'aménagement, d'opération et d'entretien des édifices, en maintenant un bon noyau d'ouvriers dans les endroits stratégiques et elle doit expérimenter plus largement l'utilisation de contrats externes pour les services professionnels. Cette politique doit être introduite graduellement afin de maintenir occupés tous les employés.

– La Société doit simplifier ses procédures et assurer un haut degré de responsabilité à la base, tout en maintenant un contrôle adéquat (notamment dans l'acquisition d'espaces nouveaux et dans le renouvellement des baux).

– La SIQ doit se doter d'un style de gestion propice à une utilisation optimale de ses ressources et permettant un service efficace et rapide à la clientèle. Ce style doit permettre de mobiliser les employés face au défi posé et accroître leur sentiment d'appartenance.

– La SIQ doit se doter d'une nouvelle structure organisationnelle, axée sur le service à la clientèle, la gestion des marges bénéficiaires, la gestion et le contrôle des priorités, la gestion par projet et la reconnaissance des compétences spécialisées nécessaires.

La nouvelle organisation issue de cet exercice comprend quatre unités administratives répondant directement au président-directeur général, dont une Direction de l'assurance qualité et quatre vice-présidences: Affaires immobilières, Construction, Opérations immobilières (incluant deux directions du service à la clientèle) et Finances et Administration (incluant un nouveau Service de statistiques opérationnelles).

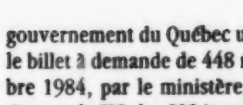
Pour atteindre ses objectifs, la Société réduira graduellement son effectif sur une période de trois à cinq ans. Cette réduction se fera uniquement par attrition, transfert ou retraite anticipée, dans le plus grand respect des employés. Par ailleurs, un certain nombre de postes ont été (ou seront) ouverts pour combler des besoins essentiels d'opération. De nombreux postes d'occasionnels permanents ont ainsi été transformés en postes réguliers. Enfin, nous avons tenu, dans la dotation des postes, à privilégier les employés actuels dans une optique d'équité, notamment par la tenue de plusieurs concours de promotion.

Afin de mobiliser les employés et les cadres et leur faire partager le projet d'une SIQ améliorée, nous avons assuré l'encadrement de la progression des changements et entrepris de nombreuses actions de communication. Ainsi, un programme d'amélioration du fonctionnement de la SIQ a été mis sur pied. Il comprend 22 mandats, chacun étant assigné à une équipe de cadres. Le lancement du programme a été communiqué aux cadres, aux employés et aux syndicats presque simultanément par le biais d'un enregistrement vidéo. Depuis, tous les employés sont informés de l'avancement des mandats par le biais de fréquents communiqués et des rencontres régulières sont tenues avec les représentants syndicaux.

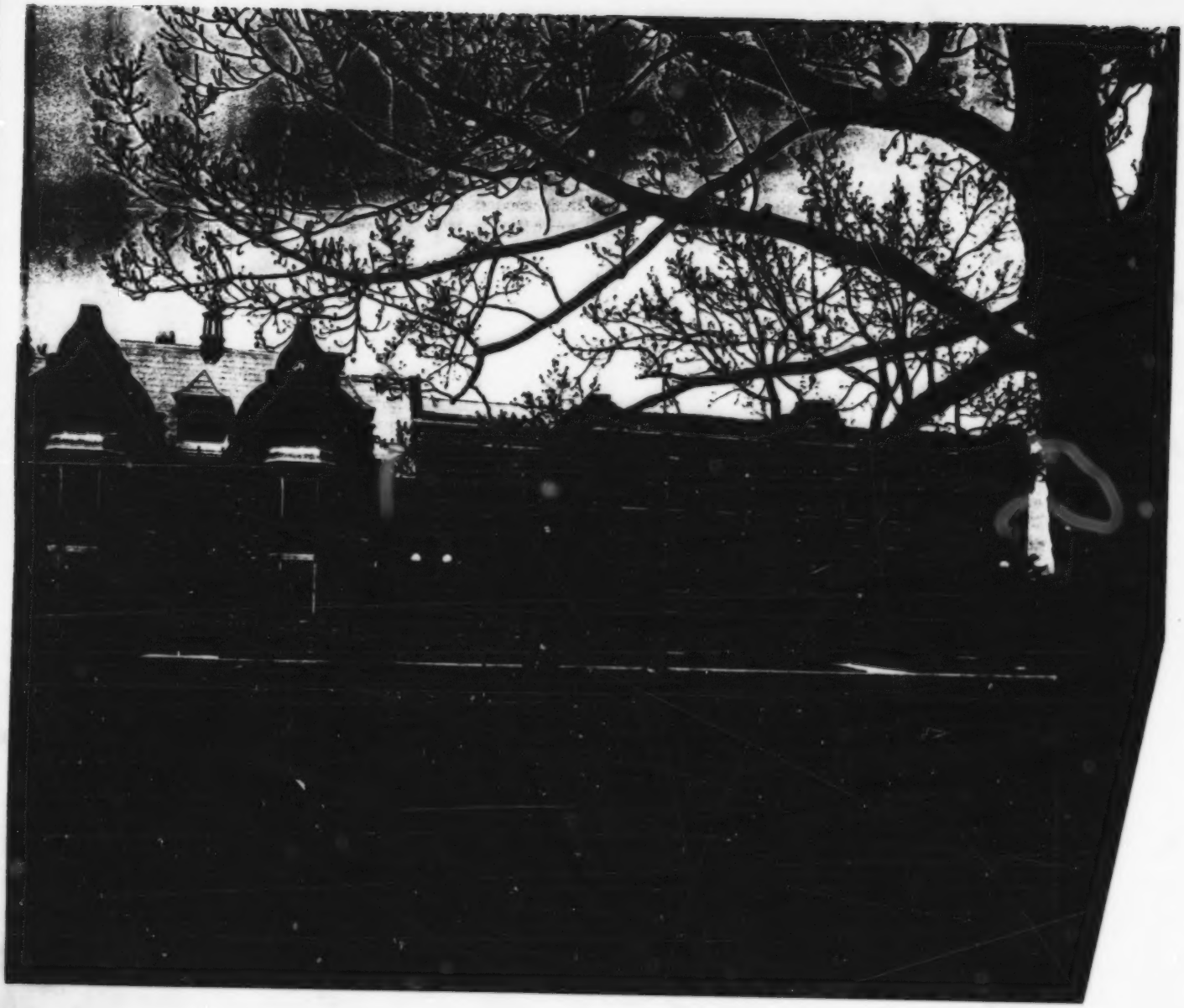
Sur le plan financier, l'année 1987-1988 a été un succès. Le bon contrôle des frais d'exploitation a permis à la Société d'accorder une diminution de loyer de 11,1 millions $ aux ministères et organismes clients, sous forme de ristourne proportionnelle au volume d'affaires transigé avec chacun d'eux. Un bénéfice net de 8,7 millions $ a été réalisé sur des produits de 347,5 millions $ et des liquidités de 23 millions $ ont été générées à même les opérations. Comme prévu, la Société a remboursé au gouvernement du Québec une tranche de 75 millions $ sur le billet à demande de 448 millions $ consenti, le 1er octobre 1984, par le ministère des Finances lors de l'acquisition par la SIQ des 500 immeubles faisant partie du domaine public. La SIQ a investi 87,1 millions $ en immobilisations et a effectué quatre emprunts à long terme totalisant 195 millions $. Ces emprunts sont garantis par le gouvernement du Québec.

Les réalisations de l'année écoulée sont le fruit d'un effort collectif. Je tiens à remercier notre clientèle pour la confiance qu'elle nous a témoignée. Je veux souligner l'excellent travail de l'ensemble du personnel dont la compétence contribue si largement à faire de la SIQ une société des plus dynamiques. Je suis également très reconnaissant à l'égard du Ministre qui, par sa collaboration, nous a constamment supportés. Merci enfin à mes collègues du Conseil d'administration, dont le bénévolat mérite d'être mentionné et qui, par leur disponibilité et leur grand souci d'une saine gestion, ont su nous guider dans notre réflexion et nous soutenir dans nos réalisations.

L'an prochain, la Société poursuivra ses efforts pour améliorer son efficacité, notamment en entreprenant une refonte de sa tarification et en se dotant de meilleurs instruments de mesure de son rendement. Notre objectif ultime est d'entendre nos clients vanter la qualité, la rapidité et le coût raisonnable de nos services.



Miville Vachon
Président-directeur général



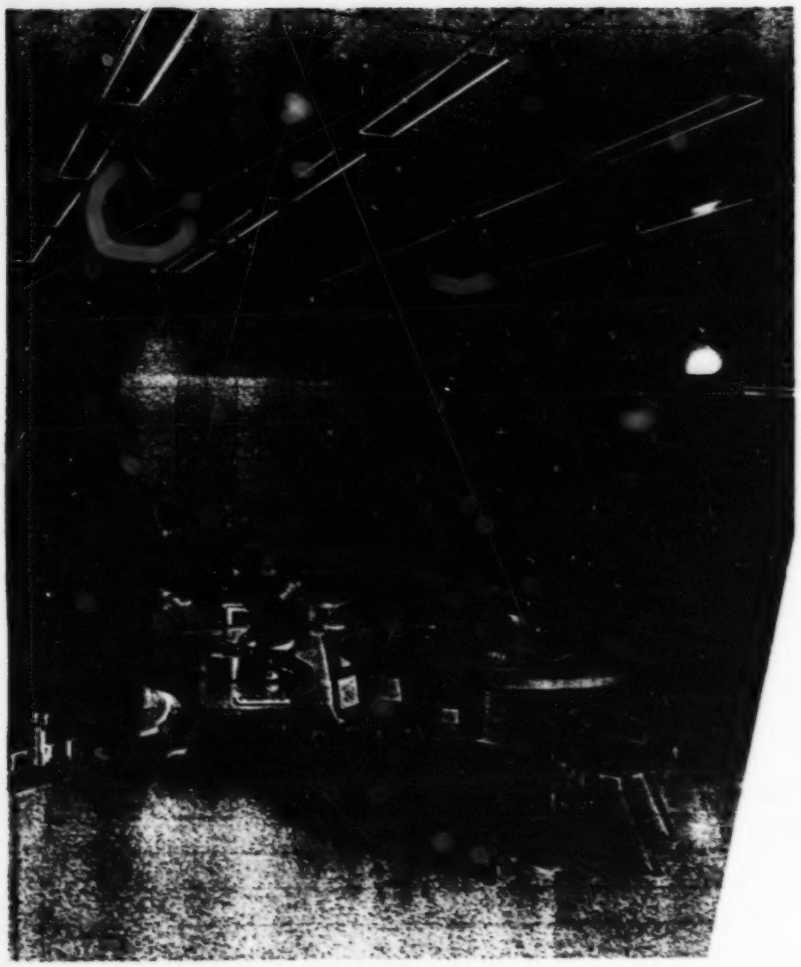
Édifice Ville-Joie-Ste-Thérèse
Hull
Conservatoire de musique
conservation et amélioration

SERVICE À LA CLIENTÈLE

Répartition par client des demandes actives d'un coût supérieur à 10 000 $ en 1987-1988

MINISTÈRE/ORGANISME	DEMANDES REÇUES	DEMANDES TRAITÉES	PROJETS LIVRÉS ET TERMINÉS
AFFAIRES CULTURELLES	15	27	7
AFFAIRES MUNICIPALES	6	9	7
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	38	37	24
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	21	20	10
COMMERCE EXTÉRIEUR	6	8	5
COMMISSION DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE	2	3	2
COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL	3	3	2
COMMUNICATIONS	13	16	13
CONSEIL EXÉCUTIF	7	9	6
CONSEIL DU TRÉSOR	4	4	1
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME	4	4	2
ÉDUCATION	11	22	14
ÉNERGIE ET RESSOURCES	37	48	20
ENVIRONNEMENT	14	21	11
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE	10	15	8
FINANCES	6	6	4
INDUSTRIE ET COMMERCE	5	10	31
JUSTICE	38	88	42
LOISIR, CHASSE ET PÊCHE	35	81	25
MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU	62	76	44
OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE	2	5	2
OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE	2	7	2
OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT	4	3	3
OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR	4	7	5
RÉGIE DES ASSURANCES AGRICOLES	3	4	1
RÉGIE DU LOGEMENT	3	8	6
RELATIONS INTERNATIONALES	4	7	5
REVENU	12	20	9
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	12	13	9
SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC	6	7	4
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC	9	8	3
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	49	56	15
SÛRETÉ DU QUÉBEC	50	65	23
TRANSPORTS	78	95	35
TRAVAIL	12	17	5
AUTRES	54	76	33
TOTAL	**641**	**905**	**438**

PRINCIPAUX PROJETS TRAITÉS PAR LA VICE-PRÉSIDENCE CONSTRUCTION EN 1987-1988



Édifice Jos-Montferrand
Hull
garderie et réaménagement

PROJETS TERMINÉS EN 1987-1988

CONSTRUCTION

Chicoutimi	*Palais de justice*
Chicoutimi	*Centre de transport*
Forestville	*Poste de la Sûreté du Québec*
Joliette	*Agrandissement du bureau de district (Transports)*
L'Assomption	*Agrandissement du bureau de district (Transports)*
Longueuil	*Palais de justice*
Québec	*Musée de la civilisation*
Québec	*Transformation de l'édifice Cyrille-Duquet*
Sainte-Foy	*Agrandissement d'entrepôt à l'aéroport (Transports)*

CONSERVATION ET AMÉLIORATION

Drummondville	*Palais de justice (enveloppe et climatisation)*
Montréal	*Palais de justice (airs extérieurs)*
Québec	*Édifice Cook-Chauveau (climatisation et chauffage)*

AMÉNAGEMENTS MAJEURS

Hull	*Édifice Jos-Montferrand (garderie et réaménagement)*
Montréal	*Régie du Cinéma (relocalisation)*
Montréal	*Palais de justice (garderie et réaménagement)*
Montréal	*Édifice 255, Crémazie (réaménagement de divers ministères)*

PROJETS EN COURS DE RÉALISATION EN 1987-1988

CONSTRUCTION

Anjou	*Agrandissement du laboratoire de sol et de matériaux (Transports)*
Grantham Ouest	*Agrandissement du bureau de district (Transports)*
Joliette	*Palais de justice*
Québec	*Agrandissement du bureau de district (Transports)*
Rigaud	*Maison du Tourisme*
Rouyn	*Bureau de district (Transports)*
Trois-Rivières	*Centre de détention*
Ville-Marie	*Poste de la Sûreté du Québec*

AMÉNAGEMENTS MAJEURS

Longueuil	*Édifice Montval (réaménagement)*
Montréal	*Place Desjardins, Tour Nord (remplacement de tapis)*
Montréal	*Édifice 1701, Parthenais Centre de traitement des données de la SQ*
Montréal	*Palais de justice (centre informatique)*
Québec	*900, place d'Youville Vérificateur général*

CONSERVATION ET AMÉLIORATION

Hull	*Édifice Ville-Joie-Ste-Thérèse Conservatoire de musique*
Montréal	*Édifice 360, McGill (rénovation)*
Montréal	*Édifice Ernest-Cormier (ventilation, climatisation et chauffage)*
Montréal	*Édifice 1701, Parthenais (systèmes mécaniques et ascenseurs)*
Québec	*Complexe scientifique (ventilation, climatisation et chauffage)*
Québec	*Édifice Joffre (rénovation)*
Québec	*Édifice «G» (sécurité)*

AUTRES (mandats spéciaux)

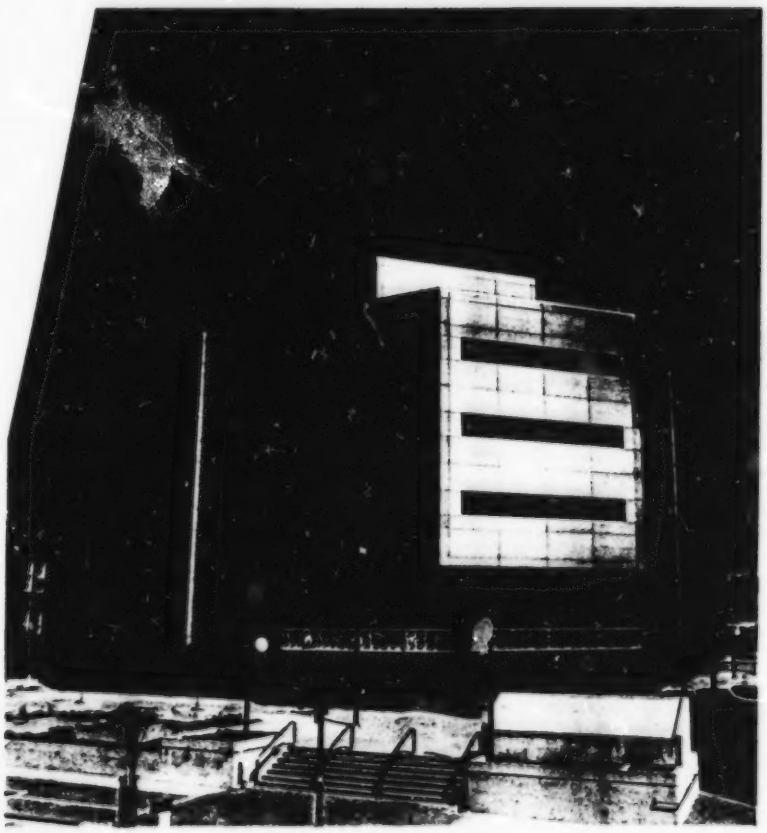
Montréal	*Place des Arts Musée d'art contemporain*
Québec	*Hôtel du Parlement (groupe d'issues)*
Québec	*Musée du Québec (agrandissement)*

RÉSULTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars)

Bénéfice net	8 685
Liquidités générées par les opérations	22 996
Produits	347 521
Actif total	890 952
Avoir de l'actionnaire	97 592
Acquisitions et construction d'immeubles	87 120
Remboursement au gouvernement du Québec	75 000

Palais de justice
Chicoutimi
construction



RESSOURCES HUMAINES

Au 31 mars 1988, les effectifs de la Société s'élevaient à 1 130 employés, soit 1 011 réguliers et 119 occasionnels.

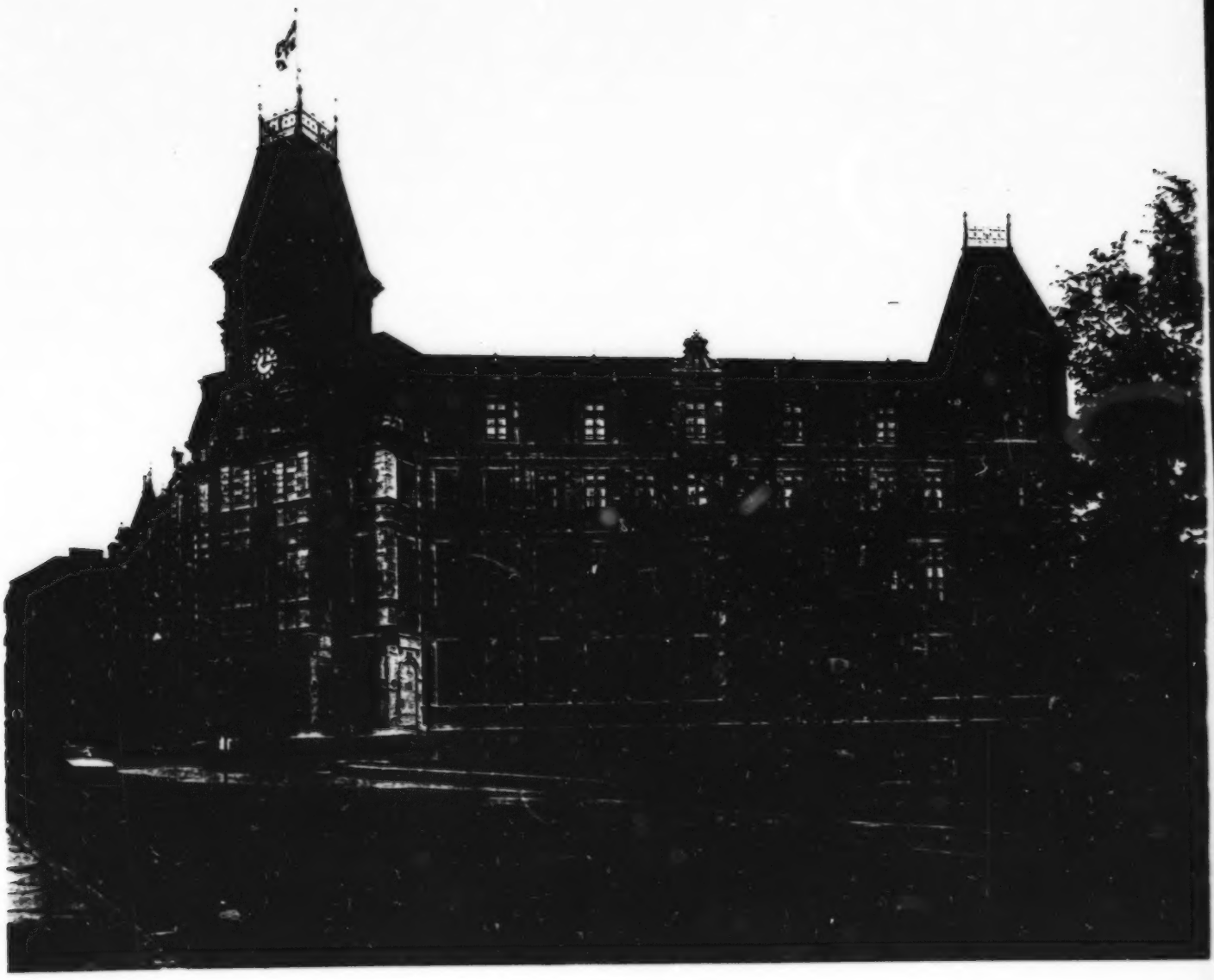
Les fonctionnaires et ouvriers de la SIQ sont affiliés au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) avec lequel la Société a conclu une entente le 10 juillet 1987. Une entente a également été conclue le 4 mai 1987 avec les professionnels de la Société qui sont, eux, affiliés au Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

Rapport sur l'application de la *Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics*

L'article 10 de la Loi mentionnée en titre oblige un organisme public, dont la loi exige la production d'un rapport annuel de ses activités, à donner, dans ce rapport, sous une rubrique particulière, un compte rendu de l'application de cette loi dans les lieux qu'il occupe.

Comme la Société immobilière du Québec doit, en vertu de sa loi constitutive, produire un rapport de ses activités, elle doit aussi faire état de l'application de la *Loi sur la protection des non-fumeurs* dans ses locaux.

La Société a respecté ses obligations en matière d'affichage. Elle a fourni 5 000 plaquettes représentant le symbole international de l'interdiction de fumer et a apporté le support nécessaire à ses ministères et organismes clients pour la mise en application de la Loi.



Édifice 12, Saint-Louis
Québec

PARC D'ÉDIFICES DE LA SOCIÉTÉ

En vue de satisfaire les besoins de sa clientèle, la Société gère un parc immobilier important et diversifié. La spécificité de bon nombre de ses édifices, de même que le caractère historique de plusieurs autres, sont également dignes de mention.

Le tableau suivant présente les principales caractéristiques du parc d'édifices de la SIQ qui totalise 2 483 340 mètres carrés locatifs. Une part importante du parc se retrouve dans la région de Québec (41 %) puisque la plupart des bureaux administratifs principaux des ministères et organismes publics y sont installés.

Les espaces en propriété comptent pour 58,9 % de l'ensemble du parc, alors que les immeubles loués ou en gérance en représentent respectivement 38 % et 3 %.

Les édifices à bureaux forment, par ailleurs, 53,3 % du parc et sont loués dans une proportion de 62,4 %. Les édifices spécialisés (palais de justice, centres de détention, postes de la Sûreté du Québec, centres de transport, etc.) représentent, pour leur part, 46,7 % de l'ensemble du parc et la SIQ en est, dans la plupart des cas, propriétaire (85,8 %). Ces édifices se retrouvent surtout en région (49,1 % d'entre eux), ainsi qu'à Québec et Montréal, dans des proportions respectives de 25 % et 25,9 %.

SOMMAIRE DU PARC D'ÉDIFICES DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC AU 31 MARS 1988 (000 M²)

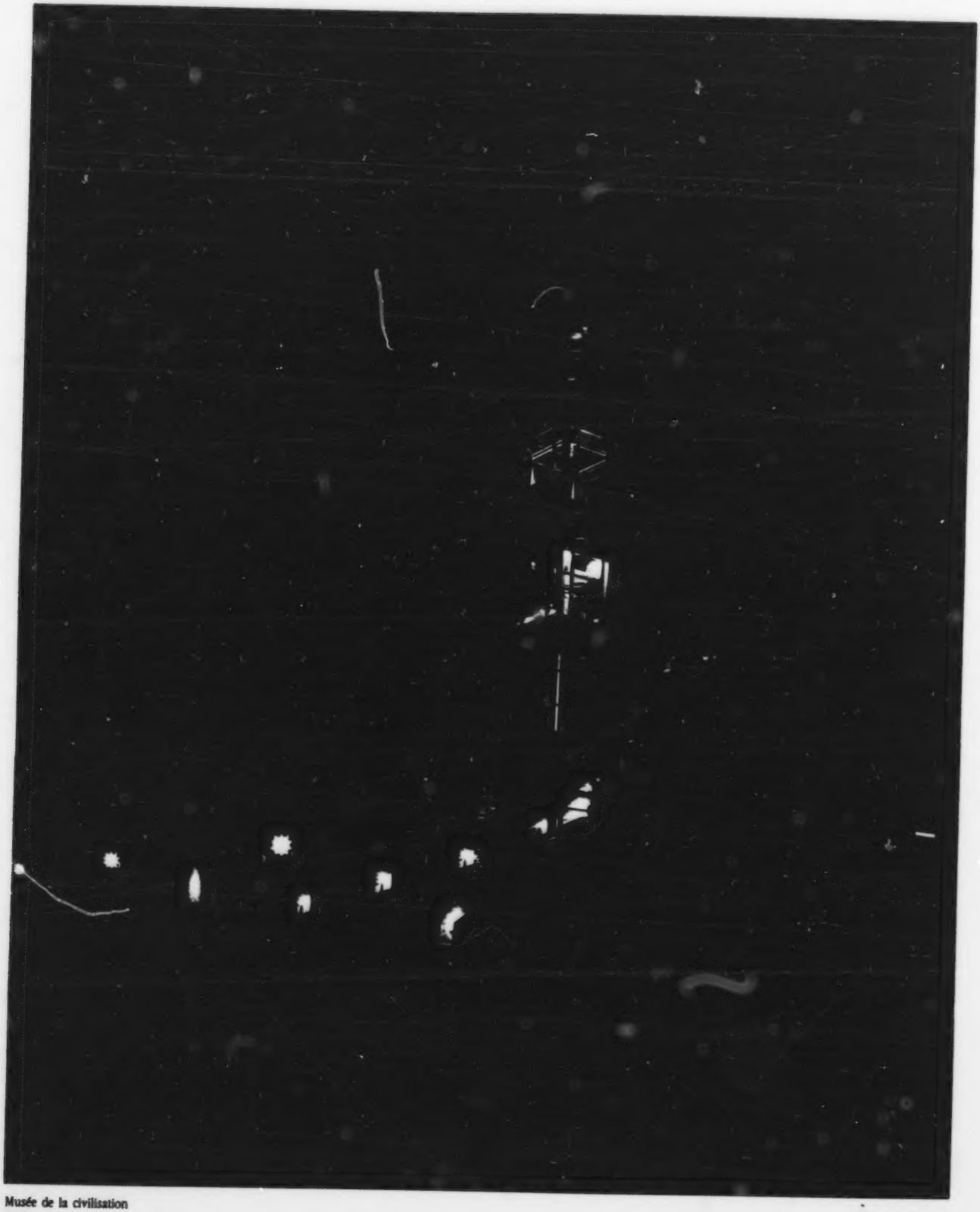
			PROPRIÉTÉ	LOCATION	GÉRANCE	TOTAL
RÉGION DE QUÉBEC (1)	ÉDIFICES À BUREAUX	NOMBRE (5)	22	67	3	92
		SUPERFICIE (6)	298,47(7)	400,72	29,87	729,06
	AUTRES ÉDIFICES (4)	NOMBRE	33	25	8	66
		SUPERFICIE	201,91	55,92	31,79	289,62
RÉGION DE MONTRÉAL (2)	ÉDIFICES À BUREAUX	NOMBRE	8	90	—	98
		SUPERFICIE	96,32	237,64	—	333,96
	AUTRES ÉDIFICES	NOMBRE	26	12	2	40
		SUPERFICIE	270,24	25,61	4,74	300,59
AUTRES RÉGIONS (3)	ÉDIFICES À BUREAUX	NOMBRE	42	338	—	380
		SUPERFICIE	73,27	187,47	—	260,74
	AUTRES ÉDIFICES	NOMBRE	440	109	12	561
		SUPERFICIE	522,47	37,64	9,26	569,37
ENSEMBLE DU PARC	ÉDIFICES À BUREAUX	NOMBRE	72	495	3	570
		SUPERFICIE	468,06	825,83	29,87	1 323,76
	AUTRES ÉDIFICES	NOMBRE	499	146	22	667
		SUPERFICIE	994,62	119,17	45,79	1 159,58
	TOTAL	NOMBRE	571	641	25	1 237
		SUPERFICIE	1 462,68	945	75,66	2 483,34

(1) Communauté urbaine de Québec - MRC Desjardins et Chutes-de-la-Chaudière.
(2) Communauté urbaine de Montréal - MRC Laval et Champlain.
(3) Incluant les édifices au Nord du 51e parallèle.
(4) Entrepôts, ateliers, laboratoires, palais de justice, centres de détention, postes de la SQ, centres de transport, résidences, autres.
(5) Nombre d'immeubles.
(6) Superficie locative.
(7) Comprenant l'acquisition de l'Atrium. Nous avons indiqué, pour l'année 1987-1988, les superficies occupées par le(s) client(s) qui sera(ont) relocalisé(s) dans cet édifice.

NOTE AU TABLEAU:

On doit considérer les points suivants avant d'établir une comparaison entre le sommaire du parc 1986-1987 et celui de 1987-1988.

- Certaines surfaces ont fait l'objet d'un «remesurage».
- Certains édifices ont été reclassifiés passant de «BUREAUX» à «AUTRES» et vice versa.
- À Québec, nous incluons l'édifice de l'Atrium.
- Dans les «AUTRES RÉGIONS», nous incluons les superficies des édifices situés au Nord du 51e parallèle.



Musée de la civilisation
Québec
construction

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC EN 1987-1988

De gauche à droite:

Monsieur Giuseppe Morselli
Président
Buffet Trio Inc.

Monsieur Jean Boucher
Notaire
Boucher et Audet, notaires

Monsieur Michel Hébert
Secrétaire corporatif

Monsieur Marcel Lacroix
Président
Placements Marcel Lacroix Inc.

Monsieur Charles E. Plamondon
Administrateur

Monsieur Marcel Beaudry
Avocat
Beaudry, Bertrand, avocats

Monsieur Pierre-Paul Grondin
Adjoint administratif
Ministère de l'Énergie
et des Ressources

Madame Monique Harvey, c.a.
Contrôleur
Thibault Frères (1980) Ltée

Monsieur Miville Vachon
Président-directeur général

Madame Carole Duval*
Contrôleur financier
Meunerie J.B. Dionne et Fils Ltée

* N'apparaît pas sur la photo.

COMITÉ DE DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC

De gauche à droite:

Monsieur Guy Bisson
Vice-président
Opérations immobilières

Monsieur Pierre Prémont
Vice-président
Finances et Administration

Monsieur Guy Vachon
Vice-président
Construction

Monsieur Michel Salvas
Vice-président
Affaires immobilières

Monsieur Miville Vachon
Président-directeur général

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE LA SIQ

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SECRÉTAIRE CORPORATIF
Michel Hébert

COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
Mirville Vachon

ADJOINT AU PRÉSIDENT
Michel Hébert

DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS
France Lagacé

DIRECTEUR DE L'ASSURANCE QUALITÉ
vacant

DIRECTEUR DU CONTENTIEUX ET CONSEILLER AU PRÉSIDENT
Guy Joannis

VICE-PRÉSIDENT AFFAIRES IMMOBILIÈRES
Michel Salvas

VICE-PRÉSIDENT CONSTRUCTION
Guy Vachon

[redacted]

VICE-PRÉSIDENCE AFFAIRES IMMOBILIÈRES

Est responsable de la programmation immobilière sur le plan des transactions avec les clients, de l'initiation de nouveaux projets de développement et de l'évaluation des meilleures opportunités.

Réalise toutes les transactions immobilières nécessaires à la gestion efficace du parc d'espaces tels les achats, les ventes et la location de biens immobiliers.

Voit à l'élaboration et à l'application de la politique de tarification de la Société.

Développe de nouveaux marchés et de nouvelles initiatives commerciales générant des revenus additionnels à la Société.

VICE-PRÉSIDENCE CONSTRUCTION

Assure la maîtrise d'œuvre des travaux de construction relatifs au développement, à l'aménagement, à l'amélioration et à la conservation des propriétés de la Société.

Offre, depuis les études d'avant-projet et les expertises techniques, jusqu'à la réception finale des travaux de construction, toute la gamme de services professionnels d'architecture, d'ingénierie, de thermographie, d'estimation, de décoration et de signalisation en recourant au personnel de la Société ou à des consultants de l'entreprise privée.

Assume la gestion complète des projets qui lui sont confiés par mandat.

VICE-PRÉSIDENCE OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

Est responsable du service à la clientèle pour l'ensemble des demandes des clients de la Société, de la gestion des ententes d'occupation ainsi que des activités reliées à l'opération, la conservation, la réparation, le fonctionnement, l'entretien et la garde des immeubles de la Société.

Réalise les travaux d'aménagement, en assure la surveillance et gère les baux des édifices loués.

Offre certains services spéciaux à la clientèle comme l'exploitation des stationnements et les services alimentaires.

Fournit le soutien logistique nécessaire aux actions des ministères et organismes publics dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec.

Traite et réalise les demandes de service ou de travaux pour l'ensemble du parc immobilier de la Société, lequel est composé de 571 immeubles en propriété et de 641 en location pour lesquels elle détient 825 baux.

VICE-PRÉSIDENCE FINANCES ET ADMINISTRATION

Gère les finances de la Société, maintient les contrôles internes adéquats et effectue le suivi de la rentabilité du parc immobilier.

Est responsable de l'administration des ressources humaines et des ressources informatiques et doit satisfaire aux divers besoins permettant à la Société d'accomplir sa mission avec efficacité.

S'assure de l'équité et de la transparence, notamment dans son rôle de gestion de l'approvisionnement des biens et services, y compris dans les procédures d'appels d'offres en matière de contrats et de baux.

Effectue les études et produit les statistiques opérationnelles requises pour l'ensemble des unités administratives de la SIQ.

-PRÉSIDENT
ÉRATIONS
IOBILIÈRES
ıy Bisson

VICE-PRÉSIDENT
FINANCES ET
ADMINISTRATION
Pierre Prémont

QUALITÉ DE
L'ENVIRONNEMENT
Denis Lahaie

SERVICE DES
STATISTIQUES
OPÉRATIONNELLES
Jacques Tardif (Int.)

SERVICE DES ÉTUDES
ET ANALYSES
Diane Villeneuve (Int.)

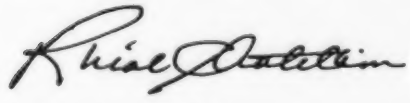
Édifice 360, McGill
Montréal
rénovation

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Québec au 31 mars 1988 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis et l'état des mouvements de la trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1988 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 27 mai 1988

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
(L.R.Q., chapitre S-17.1)

BILAN
AU 31 MARS 1988
(en milliers de dollars)

	1988	1987
ACTIF		
Immeubles (note 3)	846 657	773 283
Placement (note 4)	9 120	7 532
Matériel et outillage	3 472	4 658
Investissement dans un contrat de location-financement (note 5)	2 153	2 223
Débiteurs	21 183	12 762
Autres éléments d'actif (note 6)	6 848	8 123
Encaisse	1 519	110
	890 952	808 691
PASSIF		
Dû au gouvernement du Québec (note 7)	137 985	212 985
Dette à long terme (note 8)	477 501	284 298
Emprunts bancaires	93 643	153 434
Créditeurs et frais courus	66 117	66 694
Chèques en circulation	18 114	2 373
	793 360	719 784
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 9)	80 001	80 001
Apport du gouvernement du Québec (note 10)	7 666	7 666
Bénéfices non répartis	9 925	1 240
	97 592	88 907
	890 952	808 691

ENGAGEMENTS (note 14)
ÉVENTUALITÉS (note 15)
ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR AU BILAN (note 16)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président-directeur général

Administrateur

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1988

(en milliers de dollars)

	1988	1987
PRODUITS		
Location (note 11)	341 951	316 793
Services de construction	2 082	3 894
Quote-part du bénéfice net (perte nette) de Place Desjardins Inc.	1 588	(587)
Autres	1 900	3 158
	347 521	323 258
CHARGES		
Frais d'exploitation des immeubles		
En location	134 293	129 440
En propriété	74 716	78 575
Coût des services de construction	2 112	3 806
Frais financiers - net (note 12)	34 727	15 800
Impôts fonciers	47 888	47 431
Frais généraux et administratifs	29 019	27 664
Amortissements	16 081	12 422
	338 836	315 138
BÉNÉFICE NET	8 685	8 120
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT) AU DÉBUT	1 240	(6 880)
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN	9 925	1 240

MOUVEMENTS DE LA TRÉSORERIE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1988

(en milliers de dollars)

	1988	1987
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	8 685	8 120
Éléments n'entrainant pas de décaissement:		
Amortissement des immobilisations	15 003	11 445
Amortissement des frais reportés	1 224	1 077
Quote-part du (bénéfice net) perte nette de Place Desjardins Inc.	(1 588)	587
(Gain) perte sur cession d'immobilisations	(328)	4
Liquidités générées par les opérations	22 996	21 233
Évolution nette des soldes d'autres éléments d'actif et de passif*	(8 947)	20 474
Liquidités générées par les activités d'exploitation	14 049	41 707
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts à long terme	196 279	174 385
Encaissement sur investissement dans un contrat de location-financement	70	86
Remboursement d'emprunts bancaires	(59 791)	35 674
Versements sur dette à long terme	(3 076)	(1 411)
Remboursement au gouvernement du Québec	(75 000)	(155 000)
Liquidités générées par les activités de financement	58 482	53 734
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immeubles	(87 120)	(90 210)
Acquisitions de matériel et outillage	(696)	(1 041)
Produit de la cession d'immobilisations	953	1 093
Liquidités absorbées par les activités d'investissement	(86 863)	(90 158)
(Diminution) augmentation des liquidités au cours de l'exercice	(14 332)	5 283
Liquidités au début	(2 263)	(7 546)
Liquidités à la fin	(16 595)	(2 263)

** Comprend les variations survenues dans les comptes débiteurs, les autres éléments d'actif et les comptes créditeurs et frais courus.*

Les liquidités comprennent l'encaisse diminuée des chèques en circulation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1988

1. CONSTITUTION ET OBJETS

La Société est une compagnie à fonds social constituée par la *Loi sur la Société immobilière du Québec*. Elle a pour objets de mettre à la disposition des ministères et organismes publics, moyennant considération, des immeubles et de leur fournir des services de construction, d'exploitation et de gestion immobilières.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Les conventions comptables de la Société et ses normes de présentation de l'information financière sont conformes aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés et de l'Institut canadien des compagnies immobilières publiques.

Immeubles

— En exploitation et à l'usage de la Société

Les immeubles en exploitation et à l'usage de la Société acquis par transfert du domaine public sont comptabilisés à la valeur déterminée par le gouvernement du Québec.

Les autres immeubles sont comptabilisés au coût.

— En construction

Le coût des immeubles en construction comprend, en plus des coûts directs, les frais d'exploitation, les impôts fonciers, les intérêts ainsi que la fraction pertinente des frais généraux et administratifs s'y rapportant, déduction faite des produits de location. Les immeubles en cours d'aménagement ne sont pas réputés être en exploitation jusqu'à ce que le projet soit entièrement complété et que les lieux aient atteint un niveau satisfaisant d'occupation sous réserve d'un délai raisonnable.

— Destinés à la vente

Les immeubles destinés à la vente sont évalués au moindre du coût amorti et de la juste valeur marchande. Aucun amortissement n'est enregistré relativement à ces immeubles dès que la Société décide de s'en départir.

— Terrains en attente ou en cours d'aménagement

Les terrains en attente ou en cours d'aménagement sont évalués au moindre du coût et de la juste valeur marchande. Le coût comprend les frais d'acquisition, les frais d'exploitation, les impôts fonciers, les intérêts ainsi que la fraction pertinente des frais généraux et administratifs s'y rapportant, déduction faite des produits de location.

Matériel et outillage

Le matériel et l'outillage acquis par transfert du domaine public sont comptabilisés à la valeur déterminée par le gouvernement du Québec.

Les acquisitions subséquentes sont inscrites au coût.

Amortissement des immobilisations

L'amortissement des immeubles en exploitation et à l'usage de la Société est calculé selon la méthode de l'amortissement à intérêts composés (dotation croissante), au taux de 5 % l'an de manière à amortir le coût de ces immeubles sur une durée d'utilisation prévue variant de 30 à 50 ans.

Le matériel et l'outillage sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur une durée de vie estimative de 5 ans.

Les aménagements majeurs réalisés pour le compte des clients sont amortis sur une durée variant de 5 à 15 ans. L'amortissement de ces aménagements est calculé selon la méthode de l'amortissement à intérêts composés (dotation croissante) au taux correspondant à celui facturé au client.

Intérêts capitalisés

La partie de la dépense d'intérêts attribuable aux immeubles en construction et aux terrains en attente ou en cours d'aménagement est capitalisée en considérant le taux moyen pondéré des dettes portant intérêt.

Placement

La Société comptabilise sa participation dans Place Desjardins Inc. à la valeur de consolidation. Selon cette méthode, le placement est inscrit au coût et il est augmenté ou diminué de la quote-part de la Société dans le bénéfice net ou la perte nette de la compagnie à compter de la date d'acquisition. Le placement est diminué de l'amortissement de l'excédent du prix payé sur la valeur comptable des actions acquises et des dividendes payés par cette compagnie.

L'excédent du prix payé sur la valeur comptable des actions acquises est amorti selon la même méthode que les immeubles en exploitation.

Frais reportés

Les coûts reliés à des aménagements réalisés avant le début des opérations de la Société et les frais de développement de systèmes informatiques sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur une durée de 5 ans.

Les frais relatifs au coût d'émission de la dette à long terme sont amortis sur la durée de la dette, selon la méthode de l'amortissement constant.

Les frais reportés sont inscrits au poste «Autres éléments d'actif».

Travaux en cours

Les projets de construction et les projets mineurs d'aménagement inachevés devant être facturés à la présentation d'un rapport d'étape ou à la fin des travaux sont montrés comme travaux en cours au poste «Autres éléments d'actif». Ces travaux sont enregistrés au coût, déduction faite des montants facturés.

Contrats de location

— Location-acquisition

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge de la Société, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

— Location-exploitation

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux résultats.

— Location-financement

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété sont transférés aux clients de la Société, la valeur actuelle des paiements minimaux à recevoir est comptabilisée comme s'il s'agissait d'une disposition d'actif et d'un investissement.

Le revenu de financement découlant de ces contrats est imputé aux résultats selon une formule permettant de dégager un taux de rendement uniforme sur la durée du bail.

3. IMMEUBLES

	Terrains	Bâtiments	Immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition	Aménagements majeurs	Total 1988	Total 1987
	000 $	000 $	000 $	000 $	000 $	000 $
En exploitation	92 344	599 264	27 063	54 757	773 428	652 219
À l'usage de la Société	3 908	6 686	224	—	10 818	10 970
	96 252	605 950	27 287	54 757	784 246	663 189
En construction	1 172	47 937	—	4 016	53 125	128 718
Destinés à la vente	2 409	40 018	—	—	42 427	1 392
Terrains en attente ou en cours d'aménagement	343	—	—	—	343	321
	100 176	693 905	27 287	58 773	880 141	793 620
Amortissement cumulé	—	23 982	724	8 778	33 484	20 337
	100 176	669 923	26 563	49 995*	846 657	773 283

Au cours de l'exercice, les frais suivants ont été capitalisés:

	1988	1987
Frais financiers	5 907	8 976
Frais d'exploitation, impôts fonciers moins les produits de location	734	1 125
Frais généraux et administratifs	2 437	2 708
	9 078	12 809

* *Incluant 20 409 000 $ d'aménagements majeurs relatifs à des immeubles loués par la Société.*

4. PLACEMENT

	1988	1987
	000 $	000 $
49 % des actions ordinaires de Place Desjardins Inc. à la valeur de consolidation (valeur comptable 1988: 2 166 000 $; 1987: 546 000 $) découlant des états financiers vérifiés au 31 décembre 1987 et ceux non vérifiés au 31 mars 1988.	9 120	7 532

5. INVESTISSEMENT DANS UN CONTRAT DE LOCATION-FINANCEMENT

Total des paiements minimaux à recevoir en vertu de la location d'un immeuble

Exercice	000 $
1989	345
1990	345
1991	345
1992	345
1993	345
Par la suite	2 506
Total des paiements minimaux à recevoir	4 231
Moins: Revenu de financement non gagné	2 078
Investissement dans un contrat de location-financement	2 153

6. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	1988	1987
	000 $	000 $
Frais reportés - au coût amorti		
Aménagements réalisés avant le début des opérations de la Société	1 466	2 443
Coût d'émission de la dette à long terme	1 246	888
Développement de systèmes informatiques	522	624
	3 234	3 955
Frais payés d'avance	2 024	2 144
Travaux en cours	1 590	629
Fournitures*	—	1 395
	6 848	8 123

* *À compter du présent exercice, les fournitures sont imputées aux résultats lors de leur acquisition. Le stock de fournitures au 31 mars 1988 n'est plus présenté comme autre élément d'actif.*

7. DÛ AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1988	1987
	000 $	000 $
Billet à demande, ne portant pas intérêt*	137 985	212 985

* *La Société a remboursé 75 millions $ au gouvernement du Québec le 31 mars 1988 et 155 millions $ le 31 mars 1987.*

8. DETTE À LONG TERME

	1988	1987
	000 $	000 $
Obligations (a)		
Série A, portant intérêt au taux effectif de 10,30 %, échéant en 1995	40 800	40 800
Série B, portant intérêt au taux effectif de 8,68 % jusqu'en 1990 et de 9,36 % par la suite, échéant en 2006 avec option d'échéance anticipée en 1990	50 000	50 000
Série C, portant intérêt au taux effectif de 9,36 % échéant en 1991, échangeables en obligations de série 2C portant intérêt au taux effectif de 9,73 % échéant en 2006 (b)	72 000	72 000
Série D, portant intérêt au taux effectif de 10,91 %, échéant en 2000, avec option d'échéance anticipée (c)	50 000	—
Série E, portant intérêt au taux effectif de 10,36 %, échéant en 2013, avec option d'échéance anticipée (d)	75 000	—
Billets dont le paiement du capital et des intérêts, effectué en YENS, est couvert par des contrats de change à taux fixe prédéterminé (a)		
Intérêt au taux effectif de 12,31 % remboursable par versements annuels de 8 160 000 $ à compter de 1991	40 800	40 800
Intérêt au taux effectif de 9,72 %, échéant en 1997	50 000	50 000
Intérêt au taux effectif de 10,04 %, échéant en 1994	40 000	—
Intérêt au taux effectif de 11,56 %, échéant en 1992	30 000	—
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (e)	24 961	25 348
Emprunts à taux et à échéances variables (f)	3 940	5 350
	477 501	284 298

(a) Le paiement du capital et des intérêts est garanti par le gouvernement du Québec.

(b) Au 31 mars 1988, aucun détenteur des obligations de série C n'a exercé son privilège d'échange.

(c) Du 1er au 31 janvier de chacune des années 1991 à 1997, les détenteurs pourront exercer cette option et exiger le rachat, par la Société, de leurs obligations à la valeur nominale le 17 février de la deuxième année suivant l'année d'exercice de l'option; en pareil cas, les obligations porteront intérêt, malgré le taux du coupon d'intérêt semi-annuel de 10,625 % au taux de 8,625 % l'an à compter du 17 février suivant la date de l'exercice de l'option.

(d) Le 28 mars de chacune des années 1989 à 2012 inclusivement, les détenteurs pourront exercer cette option et exiger le rachat, par la Société, d'obligations à la valeur nominale. Le montant annuel maximal d'obligations que la Société pourrait racheter au cours des 12 prochains exercices est de 4,5 millions $.

8. DETTE À LONG TERME (suite)

(e) Les versements minimaux à payer, en vertu de contrats de location-acquisition sont :

Exercice	000 $
1989	4 653
1990	4 653
1991	4 653
1992	4 653
1993	4 653
Par la suite	59 807
Total des versements minimaux à payer	83 072
Moins : Intérêts théoriques au taux de 13,56 %	41 858
Frais accessoires	16 253
	58 111
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	24 961

(f) Le montant des versements en capital à effectuer au cours des 5 prochains exercices se détaille comme suit :

	000 $
1989	1 152
1990	1 096
1991	718
1992	253
1993	157

9. CAPITAL-ACTIONS

Les actions de la Société immobilière du Québec sont détenues par le ministre des Finances.

	1988	1987
	000 $	000 $
Autorisé :		
100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 $ chacune		
Émis et payé :		
80 001 actions	80 001	80 001

10. APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

L'apport du gouvernement du Québec a été acquis par la substitution de la Société immobilière du Québec à la Société de développement immobilier du Québec le 1er octobre 1984.

11. PRODUITS DE LOCATION

Les produits de location de l'exercice terminé le 31 mars 1988 ont été facturés aux ministères et organismes publics à partir des coûts prévisibles approuvés par le gouvernement du Québec. Ces coûts ont été répartis aux ministères et organismes publics selon les modalités découlant du règlement sur la tarification des services rendus par la Société. Des ententes d'occupation ont alors été signées entre la Société et les ministères et organismes publics.

En mars 1988, la Société a accordé aux ministères et organismes publics une diminution de loyer totalisant 11 115 000 $ dont le paiement a été effectué sous forme de ristourne proportionnelle au volume d'affaires transigé avec chacun d'eux.

12. FRAIS FINANCIERS — NET

	1988	1987
	000 $	000 $
Dépenses d'intérêts:		
Dette à long terme		
Obligations et billets	29 853	16 209
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3 219	3 265
Emprunts à taux et échéances variables	473	645
Amortissement du coût d'émission de la dette à long terme	146	100
Emprunts bancaires	12 240	7 401
	45 931	27 620
Revenus d'intérêts:		
Aménagements majeurs facturés à des clients	4 777	1 881
Dépôts à court terme et autres	245	680
Investissement dans un contrat de location-financement	275	283
	5 297	2 844
	40 634	24 776
Moins: Intérêts capitalisés aux immeubles	5 907	8 976
	34 727	15 800

13. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés de la Société participent au Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics et au Régime de retraite des fonctionnaires, administrés par un organisme du gouvernement du Québec. Les coûts de ces régimes sont partagés également entre les employés et les employeurs. Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Les contributions de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 786 000 $ (1987: 1 622 000 $). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions pour services courants à titre d'employeur.

14. ENGAGEMENTS

Contrats de location-exploitation

Les versements minimaux exigibles en vertu des contrats de location-exploitation sont:

Exercice	000 $
1989	105 117
1990	85 055
1991	71 266
1992	58 990
1993	51 452
Par la suite	457 042
Total des versements minimaux	828 922

Projets de construction et projets majeurs d'aménagement

Au 31 mars 1988, le coût total estimatif des travaux et des honoraires externes reliés à des projets de construction et à des projets majeurs d'aménagement s'élève à 131 millions $ dont 23 millions $ ont fait l'objet d'engagements contractuels à être réalisés au cours des prochains exercices.

Congés de maladie

Les obligations conditionnelles de la Société concernant les congés de maladie accumulés par ses employés s'élèvent à quelque 5,8 millions $ au 31 mars 1988, dont la majeure partie provient du transfert des actifs et passifs du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement au 1er octobre 1984. Ces congés de maladie seront imputés aux opérations, soit au fur et à mesure de leur utilisation par les employés, ou soit lors de leur règlement.

15. ÉVENTUALITÉS

Des réclamations et des poursuites judiciaires contre la Société sont en cours à la date de préparation des états financiers. Sur la foi des renseignements disponibles, la direction est d'avis qu'il est peu probable qu'une responsabilité quelconque puisse être considérée importante quant à ces réclamations et poursuites par rapport à la situation financière de la Société.

16. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR AU BILAN

Le 13 avril 1988, la Société a disposé de l'un de ses immeubles destinés à la vente. Cette vente s'est effectuée à la valeur aux livres de 40 103 685 $ payé comptant par le Musée de la civilisation.

BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ AU QUÉBEC

Siège social
Société immobilière du Québec
475, rue Saint-Amable, 7e étage
Québec G1R 4X9
Télex: 051-3535
Bélino: (418) 643-7932
(418) 643-1259

BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ AU QUÉBEC

VICE-PRÉSIDENCE OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

Guy Bisson, vice-président
Société immobilière du Québec
475, rue Saint-Amable, 7e étage
Québec G1R 4X9
(418) 643-1259

Guy A. Gaulin, chef de service
Support opérationnel et administratif
Société immobilière du Québec
475, rue Saint-Amable, 5e étage
Québec G1R 4X9
(418) 643-7823

DIRECTION GÉNÉRALE — RÉGION EST

Denis Lefrançois, directeur général
Société immobilière du Québec
475, rue Saint-Amable, 6e étage
Québec G1R 4X9
(418) 643-3379

GÉRANCES

Complexe parlementaire
Marcel Berthiaume
1060, rue Conroy
Québec G1R 5E6
(418) 643-1741

Belvédère
René-P. Soucy
1020, rue Saint-Augustin
Édifice «D»
Québec G1R 5J1
(418) 643-7381

Vieux-Québec
Jean Carbonneau
8, rue Cook
Québec G1R 5J8
(418) 643-6127

Québec-Centre
Martin Chénard
1665, boul. Hamel Ouest
Édifice no 2
Québec G1N 3Y7
(418) 643-5751

Beauce — Rive-Sud
Daniel Guilbault
1665, boul. Hamel Ouest
Édifice no 6, 1er étage, local 110
Québec G1N 3Y7
(418) 643-7490

Charlesbourg — Rive-Nord
Guy Pelletier
5555, 3e av. Ouest, bureau 415
Charlesbourg G1H 6R1
(418) 643-1247

Sainte-Foy
Camille Bédard
2700, rue Einstein
Sainte-Foy G1P 3W8
(418) 643-7846

Bas-St-Laurent — Gaspésie
Gilles Boulerice
50, 1re Rue Est
Rimouski G5L 2G1
(418) 722-3750

Sous-région Gaspé
Pierre Cormier
(418) 368-6515

Trois-Rivières
Marcel Poitras
100, rue Laviolette
Trois-Rivières G9A 5S9
(819) 379-5035

Sous-région Nicolet
Raymond Gariépy
(819) 293-8623

Saguenay — Lac-St-Jean
Côte-Nord — Nouveau-Québec
François Bélanger
3950, boul. Harvey
Jonquière G7X 8L6
(418) 547-9321

Sous-région Côte-Nord
Normand Brière
(418) 296-9350

Sous-région Kuujjuaraapik
Gaétan Potvin
(819) 929-3466

Sous-région Kuujjuaq
Marcel Péloquin
(819) 964-2901

DIRECTION GÉNÉRALE — RÉGION OUEST

Réal Tardif, directeur général par intérim
Société immobilière du Québec
190, boul. Crémazie Est, 1er étage
Montréal H2P 1E2
(514) 873-4111

GÉRANCES

Centre-Ville
Luc Hétu
800, place Victoria, C.P. 393
20e étage, bureau 2023
Montréal H4Z 1J2
(514) 873-2098

Crémazie
Robert David
190, boul. Crémazie Est, sous-sol
Montréal H2P 1E2
(514) 873-2960

Palais-de-justice
Jean-F. Pelletier
1, rue Notre-Dame Est, bureau 6.100
Montréal H2Y 1B6
(514) 873-6316

Parthenais
Jacques Bordeleau
1701, rue Parthenais
Montréal H2K 3S7
(514) 873-2765

Montérégie
Claude Touchette
201, place Charles-Lemoyne, bureau 2.02
Longueuil J4K 2T5
(514) 873-3422

Laurentides
Richard Houle
725, boul. Henri-Bourassa Ouest
Montréal H3L 1P3
(514) 873-0710

Estrie
Vilmond Martel
209, rue Belvédère Nord
Sherbrooke J1H 4A7
(819) 563-3193

Outaouais
Jean-Bernard Céré
Édifice Jos-Montferrand
170, rue Hôtel-de-Ville
Hull J8X 4C2
(819) 771-7451

Nord-Ouest
Gilbert Guimond
180, boul. Rideau
Noranda J9X 1N9
(819) 797-2146